

## LES PRINCIPES DE LA BONNE GOUVERNANCE

- I. Le grand principe de la bonne Gouvernance est **la transparence** et **la responsabilité** des institutions politiques économiques et des sociétés commerciales internationales ainsi que de gens qui y travaillent.

Il ne s'agit pas, en fait, d'inventorier les principes et pratiques de la Bonne gouvernance, mais plutôt de voir jusqu'à quel point cette transparence et cette responsabilité sont la base des solutions pour de nombreux défis auxquels la RDC désire s'attaquer.

- II. La participation d'une large gamme d'acteurs, en Afrique et ailleurs. Recueillir les opinions de ceux qui savent ce qui marche et ce qui ne marche pas mais aussi des gens qui sont directement affectés par la mauvaise gouvernance.

- III. Tous les éléments de la société doivent contribuer aux prises des décisions politiques. Pour ce faire, il faut mettre en place des structures pour une gouvernance transparente et responsable et bien équilibrer des facteurs comme le genre et l'âge dans les mécanismes de consultation.

En parlant de la bonne gouvernance, il faut couvrir les éléments qui constituent une gouvernance commerciale, économique et politique effectif et qui prendront aussi en considération les aspects de gouvernance qui ont une résonance spécifique en RDC comme impact.

- IV. La pratique de la bonne gouvernance signifie aussi le contrôle du budget de l'armée par les civils par le biais du parlement comme en République Sud Africaine et dans plusieurs pays dits développés.

# **DIVISION ENTRE LA GOUVERNANCE POLITIQUE, ECONOMIQUE ET CELLE DU SECTEUR PRIVE**

## **I. GOUVERNANCE POLITIQUE**

La mise au point et maintien d'institutions publiques efficaces est un préalable pour le développement humain. Ici il se pose la question de la nature et responsabilité de la représentation politique ; de l'impact de la configuration actuelle de nos institutions constituées sur la base des composantes ; de la corruption ; de l'importance de la constitution et des lois élaborées dans le souci de mettre fin aux agressions ; de l'indépendance des structures légales et leur accès ; de réforme du secteur de la sécurité et le rôle des acteurs non gouvernementaux comme les médias, dans les prises de décisions politiques.

En rapport avec la gouvernance politique en RDC, il faut retenir quelques défis auxquels nous devons faire face. Il s'agit de :

- ❖ La garantie de l'Etat Congolais que les principes d'une bonne gouvernance vont être appliqués au niveau national et local ;
- ❖ Obtenir une plus grande proportion des femmes dans les structures /institutions politiques ;
- ❖ Savoir identifier et éviter les menaces que la politique de transition posent à l'intégrité de la constitution de la RDC ;
- ❖ Avoir des capacités pour fournir des politiques/ programmes efficaces.

## **II. GOUVERNANCE ECONOMIQUE ET DU SECTEUR PRIVE**

Une gouvernance efficace et responsable est fondamentale pour gérer les ressources nationales et internationales de manière performante et cohérente. Ceci nous oriente vers une étude des processus budgétaires, de l'approvisionnement du système bancaire, fiscaux et des justifications. Il est aussi important de voir comment le manque de capacités, gouvernance et la faiblesse des institutions, affectent les progrès. Il faut aussi souligner que les réponses des donateurs affaiblissent fréquemment la nature des budgets responsables par le biais de pratiques hors budget.

Dans ce domaine, pour la République Démocratique du Congo, quelques défis sont aussi à relever à savoir :

- La bonne gestion des ressources et richesses naturelles mises en valeur avec le concours d'entreprises internationales, souvent avec des effets négatifs pour la population pauvre ;
- L'exploitation de ces ressources et l'utilisation des recettes en provenant doivent être transparentes et de la part des acteurs nationaux. Les richesses en provenant doivent être réinvesties dans la réparation ou la guérison des dégâts causés par l'exploitation et dans l'éducation et la formation de la jeune génération ;
- Pour l'avenir les grands sujets ci-dessous devront être étudiés :
  - ❖ L'investissement, l'exploitation et l'utilisation des sources d'énergie (hydroélectrique, gaz méthane et pétrole) et l'eau entre autre dans le cadre du NEPAD ;
  - ❖ Comment éviter la corruption ?
  - ❖ Comment assurer la transparence ?
  - ❖ Comment utiliser les recettes des exportations pour l'investissement dans le développement de la population ?
  - ❖ Comment promouvoir l'utilisation de l'énergie par la population pauvre pour son propre développement ?
  - ❖ Comment peut-on travailler avec les secteurs privés de manière à maximiser sa contribution à l'agenda sur le développement ?
  - ❖ Comment les donateurs peuvent-ils améliorer leur assistance et comment attirer les investisseurs ?
  - ❖ Comment les initiatives internationales courantes de la responsabilité sociale des entreprises peuvent-elles être améliorées/ de nouvelles initiatives mises au point sur ces modèles ?

En guise de recommandation, il faut investir dans la formation morale et technique de la génération nouvelle pour mieux maîtriser les richesses naturelles du Congo.

## **LES OBSTACLES A UNE BONNE GOUVERNANCE**

En général, il y a trois points essentiels qui font obstacle au développement des éléments fondamentaux pour la bonne gouvernance à savoir :

- La corruption,
- Les conflits et
- Le manque de capacités.

S'agissant de la corruption, il y a lieu d'épingler les liens entre la corruption et le financement des partis politiques, la corruption dans le système judiciaire, dans l'administration locale, la manutention des capitaux acquis de manière illicite (blanchissement de l'argent compromis) et la corruption du secteur privé. Le gouvernement congolais doit renforcer son rôle de lutter contre les pouvoirs de la corruption, au travers entre autre de la convention de l'OCDE, des institutions internationales et en ayant des liens étroits avec les garantie à l'exportation.

En ce qui concerne les conflits. Il faut une gouvernance efficace pour parvenir à résoudre les conflits. La gouvernance et les difficultés de créer des états performants dans des sociétés complexes sont les éléments fondamentaux des conflits en Afrique en général et en RDC en particulier. L'histoire des états en Afrique ainsi que de limite des ressources financières et humaines, ont creusé un sérieux fossé dans les capacités. Une gouvernance responsable est aussi essentielle pour permettre la résolution pacifique des conflits.

Donc, dans la pratique de la Bonne Gouvernance la RDC doit :

- S'attaquer aux causes économiques, politiques et sociales des conflits ;
- Savoir gérer les relations entre l'exploitation des ressources naturelles et les conflits en Afrique ;
- Combattre la prolifération des armes et armements légers ;
- Comprendre comment les acteurs nationaux et internationaux peuvent soutenir une reconstruction post conflit efficace, destiné à prévenir le retour aux hostilités et à progresser pour atteindre les objectifs de développement ;
- Renforcer la prévention des conflits ;
- Renforcer les réponses nationales aux conflits (par exemple, renforcer davantage les capacités d'instauration de la démocratie dans le pays).

Dans la mesure où la République Démocratique du Congo serait intéressée à la Bonne Gouvernance, il y a quelques opportunités et ou cadres qui s'offrent pour elle notamment :

- Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).
- La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.
- La Commission pour l'Afrique de Tony Blair qui vise, entre autre, offrir une nouvelle perspective positive pour l'Afrique au 21<sup>e</sup> siècle. Une perspective pour s'attaquer aux perceptions injustes et amener des changements.
- La Convention de l'ONU et de l'OCDE sur la lutte contre la corruption.
- L'accroissement de la solidarité et de l'assistance des Eglises et Agences des Eglises du Nord pour les populations Congolaises démunies.